



Comité Social d'Administration Ministériel convoqué le 1^{er} février 2024

Déclaration liminaire CGT

Monsieur le secrétaire général,

Le moins que l'on puisse dire, est que cette année 2024 ne commence pas sous le signe du soutien aux agents de la part de notre ministre.

Je dis notre ministre, puisque à l'heure qu'il est, le pôle ministériel n'en compte plus qu'un et que nous n'avons toujours aucune idée de qui prendra en charge la mer, les transports, la biodiversité, le logement dans ce ministère.

Peut-être aurez-vous aujourd'hui des informations à nous donner à ce sujet, nous en doutons.

Cette année ne commence donc pas sous le signe d'un soutien de nos ministres aux agents.

Dès le début de l'année, alors que nous avons encore un ministre des transports, celui-ci s'est permis, lors de l'épisode neigeux en Île-de-France, de pointer du doigt des dysfonctionnements ou des retards pris par Météo France dans ses prévisions et par la DIR dans ses interventions. Au-delà d'être mensongères, ces allégations ont permis au ministre de se défausser, en renvoyant la responsabilité sur un prétendu dysfonctionnement des services que vous n'avez cessé de démanteler au cours des dernières années.

Le peu de considération de notre ministre a aussi été ressenti par les agents, lorsque celui-ci leur a présenté ses vœux. Certes, le ministre a remercié les agents pour leur engagement. Mais tout le reste de son allocution a consisté en une présentation des axes de travail du ministère pour l'année qui s'annonce. Nous n'y reviendrons pas ici.

Pas un mot pour les agents, pour leurs conditions de travail, pas un mot pour les assurer que la souffrance au travail dans ce ministère, souffrance pourtant bien identifiée sera traitée comme il se doit.

Vous le savez, les agents du ministère ne se sentent plus en sécurité pour aller travailler. D'ailleurs, nous attendons toujours les mesures que vous devez prendre suite aux dégradations des bâtiments de la DREAL à Nîmes, l'été dernier.

L'attentat contre les bâtiments du ministère à Carcassonne, la semaine dernière n'est malheureusement pas un évènement isolé. Nous pourrions vous citer Brest, Strasbourg, et bien d'autres lieux encore.

Et au-delà de cet attentat, les agents et nous leurs représentants avons été choqués, blessés, par le silence du ministre à ce sujet. Nous espérons une prise de position publique du ministre, nous l'attendons toujours. Aujourd'hui nous l'exigeons. Nous en faisons un passage obligatoire avant de reprendre le dialogue avec vous, avec notre administration.

Et vous nous pardonnerez, mais le courrier reçu hier, adressé aux représentants du personnel ne nous rassure pas, loin de là.

Il est dans la droite ligne des annonces faites par le Premier ministre, lors de son discours de politique générale à l'Assemblée Nationale, vous n'exprimez aucune considération pour les services publics, en répondant aux exigences d'un syndicat d'exploitants agricoles qui veulent avoir les mains libres pour continuer des pratiques destructrices de l'environnement.

Nous vous disons ici que les mesures annoncées de mise sous tutelle des préfets de l'OFB, du désarmement, des agents, de la simplification ou de l'abandon des normes et des contrôles, ne sont pas acceptables.

Pour la CGT, tous les signaux d'alerte sont allumés. Si vous persistez dans cette logique de destruction des services publics, si vous ne prenez pas en compte réellement les conditions de travail de vos agents, et la souffrance au travail, exprimé par vos agents, à travers nous, toute la Cgt se mobilisera. D'ailleurs nous avons bien noté les propos du ministre de l'intérieur qui a précisé qu'exprimer la souffrance était légitime et que ces manifestations ne nécessitaient pas l'intervention des forces de l'ordre ! Cela restera à démontrer dans les faits.

Je vous remercie.